

## Doctrines

### Législation Communautaire

#### Nouvelles technologies et commerce électronique

- (059751) Entreprises : quelles mesures techniques mettre en œuvre en application du nouveau règlement européen sur la protection des données ?, GRIGUER Merav, FRANCO Sharone (Cahiers droit de l'entreprise, 01/09/17, n°5)

### Législation Internationale

#### Civil

- (059839) L'étendue de la réforme du droit des contrats dans l'espace OHADA, DEWEDI Éric (Revue Lamy Droit civil, 01/10/17, n°152, p.35-36)

### Législation Nationale

#### Assurances

- (059868) Chronique : bancassurance, LEROY Michel, MARLY Pierre-Grégoire (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.56-58)

#### Banque

- (059869) « Mifidisation » des règles de commercialisation des produits bancaires : l'ACPR relaye les orientations de l'ESMA, ROUSSILLE Myriam (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.39-41)
- (059866) Transposition de la DSP 2 en droit français : morceaux choisis, ROUSSILLE Myriam, STORRER Pierre (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.52-55)

- (059864) Chronique : comptes, crédits et moyens de paiement, BONNEAU Thierry, HELLERINGER Genevieve (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.22-27)

## **Bourse et marchés financiers**

- (059871) Position-Recommandation AMF complétant la Position 2013-02 sur le recueil des informations relatives à la connaissance du client, MEKOUI Frida (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.34-35)
- (059863) Panorama 2016/2017 de la jurisprudence sur la responsabilité du conseiller en gestion de patrimoine, TANDEAU DE MARSAC Silvestre (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.17-20)
- (059861) Les sirènes de la blockchain : mirage ou terre promise ?, LACHGAR Karima , REYGROBELLET Arnaud , SUTOUR Jérôme, ZABALA Bruno (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.7-12)
- (059858) Quelle sécurité dans la modernisation du droit des émissions obligataires ?, BELLA LE BERRE Françoise (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.4-6)

## **Civil**

- (059829) L'article 1161 du Code civil et la prohibition de la multi-représentation , MORTIER Renaud , JOURDAIN-THOMAS Fabienne , DUMONT Grégory (J.C.P. N., 29/09/17, n°39, p.32-36)
- (059475) La société civile et le patrimoine de la personne vieillissante, VANCLEEMPUT Franck, FABRE Ludivine, GRIMOND Édouard (Répertoire du Notariat Defrénois, 01/09/17, n°)

## **Garantie**

- (059859) L'agent des sûretés : portée pratique et théorique d'une réforme, JULIENNE Maxime (Revue des contrats, 01/09/17, n°3, p.461-467)

- (059758) Chronique de droit des sûretés (août 2016 - août 2017), CROCQ Pierre (Dalloz, 12/10/17, n°34, p.1996-2006)

## **Pénal**

- (059804) La poursuite en France de faits de corruption et de trafic d'influence commis à l'étranger après la loi Sapin 2, ALLAIN Tanguy , BOUCET Damien (Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, 01/10/17, n°3)

## **Procédures collectives**

- (059842) Retour sur la procédure applicable au dirigeant poursuivi pour insuffisance d'actif ou en sanction professionnelle, GRIGNON-DERENNE François-Xavier (Revue des procédures collectives civiles et commerciales, 01/09/17, n°5)

## **Public**

- (059862) Aviseurs et témoins, banque et fraude fiscale, COCHETEUX Patrick (Banque et droit, 01/09/17, n°175, p.14-16)

## **Sociétés et autres groupements**

- (059775) La condition suspensive dans les apports partiels d'actif, LOUBET Eric, RAPONE Eole (Droit des sociétés, 01/10/17, n°10)
- (059772) Politique anti-corruption : quelle responsabilité de la société-mère depuis l'entrée en vigueur de la loi Sapin 2 ?, AMAYEN Cécile , TREVISANI Françoise (Droit des sociétés, 01/10/17, n°10)
- (059766) Indépendance juridique de la personne morale, (Cahiers droit de l'entreprise, 01/09/17, n°5)

# Jurisprudence

## **Législation Nationale**

### **Banque**

- **(059883) Chèque – Conventions de Genève – Conflit de lois – Loi uniforme – Champ d’application – Forme du chèque – Action en responsabilité extra-contractuelle – Chèque libellé en monnaie étrangère**

Les règles de conflit de lois tout comme les règles substantielles applicables aux chèques ont été unifiées au plan international depuis fort longtemps par les Conventions de Genève du 19 mars 1931. Il n’en demeure pas moins que les tribunaux français sont régulièrement saisis de questions de conflits de lois qui échappent au champ d’application de ces règles uniformes, car celles-ci ne règlent notamment pas la question de la détermination de la loi applicable à une action en responsabilité à l’égard d’une banque tirée. Le présent arrêt rendu par la cour d’appel de Paris en constitue encore une illustration mais est aussi l’occasion d’appliquer la seconde Convention de Genève portant loi uniforme en matière de chèques. (Cour d'appel - Paris - 17/02/17 : Banque et droit 2017, n°175, p.49 - note de MOREL-MAROGER Juliette )

- **(059820) Chronique de jurisprudence : procédures de traitement des situations de surendettement**

Le dépôt d'une demande de surendettement n'interrompt pas le délai biennal de forclusion prévu par le Code de la consommation ; la forclusion biennale ne s'applique pas aux crédits immobiliers ; absence de comparution du demandeur ayant interjeté appel d'un jugement. (Cass.Civ. - 01/06/17 - 15-25519 ; Cass.Civ. - 22/06/17 - 15-25786 ; Cass.Civ. - 20/04/17 - 16-15778 : Gazette du Palais 2017, n°33, p.33 - note de MOUIAL-BASSILANA Eva , LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme)

## **Bourse et marchés financiers**

- **(059880) Gestion collective – Souscription de parts d’OPCVM – Évaluation du client – Expérience – Information – Prospectus simplifié**

Avant la transposition de la directive MIF I, le distributeur de parts d’OPC devait-il seulement s’enquérir de l’expérience de ses clients en matière d’investissement et de leur situation financière, mais pas de leur connaissance en matière d’investissement ? (Cour d'appel - Chambéry - 13/07/17 : Banque et droit 2017, n°175, p.62 - note de RIASSETTO Isabelle )

- **(059872) MONEP – Entreprise de marché (Euronext) – Adhérent (NCP) – Changement de système**

**informatique – Atteinte à la cause du contrat entre l’entreprise de marché et l’adhérent (non)**

Rejet du pourvoi d’adhérents contre l’arrêt de la cour d’appel qui a refusé d’engager la responsabilité de l’entreprise de marché pour changement du système informatique. (Cass.Com - 21/06/17 - 15-23345 ; 16-33339 ; 16-17827 : Banque et droit 2017, n°5, p.28 - note de DAIGRE Jean-Jacques)

- **(059629) La cour d'appel de Paris n'a pas le pouvoir de réformer les décisions prises par l'AMF en matière de conformité des projets d'offre publique**

Dans un obiter dictum, la Cour de cassation juge pour la première fois que la cour d'appel de Paris n'a pas le pouvoir de réformer les décisions prises par l'AMF en matière de conformité des projets d'offre publique. (Cass.Com - 05/07/17 - 15-25121 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2017, n°5, p.339 - note de GAUDEMET Antoine)

## Civil

- **(059902) Application de la réforme du droit des contrats dans le temps : vers la convergence des droits**

Dans son arrêt du 21 septembre 2017, la chambre sociale de la Cour de cassation a effectué un revirement de jurisprudence, s'agissant de la promesse d'embauche, en prenant appui sur les évolutions du droit des obligations résultant de l'ordonnance du 10 février 2016, pourtant inapplicable aux faits de l'espèce. Ce faisant, elle a marqué sa volonté de faire converger le droit contractuel ancien et le droit contractuel nouveau, pour en aplanir les divergences. (Cass.Soc. - 21/09/17 - 16-20103 ; Cass.Soc. - 21/09/17 - 16-20104 ; Cass.Ch.Mixte - 24/02/17 - 15-20411 : Gazette du Palais 2017, n°34, p.13 - note de LATINA Mathias )

- **(059838) Quelques précisions techniques sur l'indivision post-successorale**

L'indivision n'est pas un état "naturel" et même si elle intervient dans un cadre familial où les liens affectifs pourraient faciliter les choses, il n'en demeure pas moins qu'elle n'est pas toujours sereine. Le législateur a posé un certain nombre de règles pour pacifier les rapports familiaux à cette occasion mais celles-ci ne sont pas toujours comprises. La Cour de cassation vient, par trois décisions différentes, rappeler les règles relatives à l'indivision post-successorale. (Cass.Civ. - 01/06/17 - 16-19990 ; Cass.Civ. - 15/06/17 - 16-16031 ; Cass.Civ. - 12/07/17 - 16-20915 : Revue Lamy Droit civil 2017, n°152, p.24 - note de JAOUL Mélanie )

## Garantie

- **(059781) Fusion ou scission de la société créancière ou débitrice : même sort pour la caution**

En cas de fusion, l'obligation de la caution de garantir les dettes de la société absorbée n'est maintenue pour les dettes nées postérieurement à la fusion, que dans le cas d'une manifestation expresse de volonté de la caution de s'engager à garantir de telles dettes. Il en est de même en cas de transmission universelle par le créancier d'une branche complète et autonome d'activité (Cass.Com - 08/03/17 - 15-14290 ; Cass.Com - 17/05/17 - 15-15745 : Droit des sociétés 2017, n°10 - note de COUPET Caroline)

## Immobilier et urbanisme

- **(059835) Le garant doit agir dès qu'il a connaissance de la défaillance financière du vendeur afin d'éviter la péremption du permis de construire**

« Ne donne pas de base légale à sa décision, au regard des dispositions de l'Article 1382, devenu 1240 du Code civil, la cour d'appel qui, pour rejeter la demande de dommages et intérêts présentée par l'acquéreur retient qu'il n'incombait pas au garant de ne pas laisser périmer le permis de construire, sans rechercher si la société CIC n'avait pas connaissance de la défaillance de la SCI avant la péremption du permis de construire ». (Cass.Civ. - 15/06/17 - 15-26790 : Construction et urbanisme 2017, n°10 - note de SIZAIRE Christophe)

## Nouvelles technologies et commerce électronique

- **(059851) L'accès aux données personnelles d'une victime décédée, par ses héritiers reprenant l'action en réparation**

Dans sa décision M. B c/ MAIF, tout en confirmant le principe du caractère personnel, et ce faisant intransmissible, des droits conférés par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Conseil d'État reconnaît la qualité de personne concernée au sens de cette loi aux héritiers d'une victime décédée qui reprendraient ou engageraient une action en réparation en son nom. (Conseil d'Etat - 07/06/17 : J.C.P. A. 2017, n°41 - note de VIROT-LANDAIS Aurélie )

## Sociétés et autres groupements

- **(059785) Immatriculation au RCS d'une société étrangère**

Une société étrangère disposant au domicile français de son dirigeant d'une représentation permanente pour les besoins de son activité commerciale doit s'immatriculer au RCS. (Cass.Crim - 20/06/17 - 14-85879 : Droit des sociétés 2017, n°10 - note de SALOMON Renaud)

- **(059777) Emprunts d'une société civile : objet statutaire et autorisation de l'assemblée**

L'arrêt rendu le 20 juillet 2017 par la cour d'Aix-en-Provence a trait à la validité d'emprunts contractés par une société civile immobilière (Cour d'appel - Aix-en-Provence - 20/07/17 : Droit des sociétés 2017, n°10 - note de HOVASSE Henri)

## Textes

### Législation Communautaire

#### Assurances

- (059833) Rectificatif au règlement délégué (UE) 2017/653 de la Commission du 8 mars 2017 complétant le règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (PRIIP) par des normes techniques de réglementation concernant la présentation, le contenu, le réexamen et la révision des

documents d'informations clés et les conditions à remplir pour répondre à l'obligation de fournir ces documents (J.O.U.E. série L n°264 du 13/10/17, p.25)

- (059832) Rectificatif au règlement délégué (UE) 2017/1542 de la Commission du 8 juin 2017 modifiant le règlement délégué (UE) 2015/35 en ce qui concerne le calcul des exigences réglementaires de capital pour certaines catégories d'actifs détenus par les entreprises d'assurance et de réassurance (société d'infrastructure) (J.O.U.E. série L n°264 du 13/10/17, p.24)

## **Banque**

- (059917) Décision d'exécution (PESC) 2017/1909 du Conseil du 18 octobre 2017 mettant en oeuvre la décision (PESC) 2016/849 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°269 du 19/10/17, p.44)
- (059916) Règlement d'exécution (UE) 2017/1897 du Conseil du 18 octobre 2017 mettant en œuvre le règlement (UE) 2017/1509 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°269 du 19/10/17, p.1)
- (059887) Décision (PESC) 2017/1860 du Conseil du 16 octobre 2017 modifiant la décision (PESC) 2016/849 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°265 I du 16/10/17, p.8)
- (059886) Règlement d'exécution (UE) 2017/1859 du Conseil du 16 octobre 2017 mettant en œuvre le règlement (UE) 2017/1509 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°265 I du 16/10/17. p.5)
- (059885) Règlement (UE) 2017/1858 du Conseil du 16 octobre 2017 modifiant le règlement (UE) 2017/1509 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (J.O.U.E. série L n°265 I du 16/10/17, p.1)

## **Bourse et marchés financiers**

- (059848) Décision d'exécution (UE) 2017/1857 de la Commission du 13 octobre 2017 reconnaissant l'équivalence du cadre juridique et du dispositif de surveillance et de mise en œuvre des États-Unis d'Amérique relatifs aux transactions sur dérivés surveillées par la Commodity Futures Trading Commission avec certaines des exigences de l'article 11 du règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (J.O.U.E. série L n°265 du 14/10/17, p.23)

## **Public**

- (059888) Directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne (J.O.U.E. série L n°265 du 14/10/17, p.1)

## **Législation Nationale**

### **Banque**

- (059915) Arrêté du 17 octobre 2017 portant application des articles L. 562-3 et L. 714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°245 du 19/10/17)
- (059846) Arrêté du 12 octobre 2017 portant application des articles L. 562-3 et suivants, et L. 714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°241 du 14/10/17)

### **Environnement**

- (059914) Arrêté du 9 octobre 2017 modifiant l'arrêté du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par l'article L. 512-21 du code de l'environnement (J.O. n°245 du 19/10/17)

### **Nouvelles technologies et commerce électronique**

- (059860) Délibération n° 2017-221 du 20 juillet 2017 portant avis sur un projet d'arrêté autorisant l'Autorité de régulation des jeux en ligne à mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel dénommé « contrôle et sanction des opérateurs agréés et lutte contre la fraude et le blanchiment » (demande d'avis n° 2076196) (J.O. n°240 du 13/10/17)
- (059857) Arrêté du 26 septembre 2017 autorisant l'Autorité de régulation des jeux en ligne à mettre en œuvre un traitement intitulé « contrôle et sanction des opérateurs agréés et lutte contre la fraude et le blanchiment » (J.O. n°240 du 13/10/17)